

Section de Vaucluse

[www.fo-dgfip-sd.fr/084/](http://www.fo-dgfip-sd.fr/084/)

## DECLARATION LIMINAIRE CTL du 12 janvier 2015

Monsieur le Président,

Les représentants FO-DGFIP sont présents ce jour pour un Comité technique local dédié aux suppressions d'emploi prévues pour la DDFIP du Vaucluse dans la loi de Finances pour 2015.

Pour FO DGFIP 84, ce n'est certainement pas le Projet de Loi de Finances 2015 qui fera évoluer favorablement la situation des personnels, puisqu'il emporte froidement son lot de suppressions d'emplois (2000 à la DGFIP) dont 11 pour notre département. Ces 11 suppressions d'emplois (1A+, 2A, 1B et 7C) viennent s'ajouter aux 152 sacrifiés depuis 2007.

La Direction générale continue de faire peser les réductions d'effectifs sur les inspecteurs, contrôleurs et surtout agents. On est encore très loin d'un effort réparti comme s'y était engagé le précédent directeur général.

Pourtant, ce n'est pas faute de dénoncer, nationalement et localement, qu'il n'y a plus assez d'agents dans les services pour assurer le service public républicain, normalement et sereinement !

Mais rien n'y fait, notre direction générale reste complètement sourde et aveugle à la réalité du terrain, à ce que les agents vivent au quotidien, aux conditions de travail réelles qui sont celles des services et non celles fantasmées de la démarche stratégique.

Les seules réponses de l'administration pour pallier à la dégradation sans précédent des conditions de travail ont été de réduire les horaires d'ouverture, sans s'attaquer à l'origine du problème, et de prévoir le démantèlement du réseau avec la suppression de 850 SIP, SIE, SPF et trésoreries d'ici 2018, dont 300 prévues en 2015.

La recette est hélas connue mais devient de plus en plus indigeste : créer les conditions du manque d'efficacité, réduire ensuite l'offre de service puis fermer avec le consentement des personnels qui, au bord de l'épuisement professionnel, en arrivent à être demandeurs des fermetures, donc de la disparition de leur outil de travail, avec comme exemple récent dans notre département, la fermeture du CFP de Pernes les Fontaines, fusionné avec celui de Monteux.

**FO DGFIP 84 ne peut accepter ce démantèlement du réseau au prétexte du manque de moyens. Le but étant toujours le même : adapter les services à la cure d'austérité de 2015 en attendant celles des années suivantes.**

**Mais qu'en est-il de la santé des agents, de l'amélioration des conditions de vie au travail ?**

Pour FO DGFIP, il doit y avoir une autre alternative que « survivre ou périr » !

Les élus FO DGFIP 84 continuent d'exiger le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions.

**Pour FO DGFIP c'est très clair : *il n'y a pas de République sans Service Public.***